

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 04 décembre 2024
(Convocation du 27 novembre 2024)

Aujourd'hui, le 04 décembre 2024 à 15h45, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Bernard Pouban

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Biodiversité - Convention avec le syndicat mixte d'eau et d'assainissement Gave et Baïse pour l'autorisation d'installation d'une prise d'eau en continu sur la passe mixte du seuil de Lescar sur le gave de Pau

Exposé des motifs :

Dans le cadre de la mise en place d'une station de surveillance de la qualité du gave de Pau, en amont de ses captages destinés à la production d'eau potable, le Syndicat doit installer une prise d'eau sur le seuil de Lescar (ROE31971) appartenant à l'EPTB Adour.

Cette prise d'eau doit être installée de manière à, d'une part, garantir son bon fonctionnement dans le temps et, d'autre part, à ne pas impacter le fonctionnement du dispositif de franchissement piscicole et d'embarcations dit « passe mixte » du seuil sous la gestion de l'EPTB.

Le bon fonctionnement du dispositif de franchissement, ainsi que celui de la prise d'eau, sous la gestion du Syndicat, nécessitent un suivi régulier et des interventions d'entretien.

La présente convention indique les modalités d'autorisation préalable à l'installation de la prise d'eau du Syndicat sur le seuil, ainsi que la répartition des rôles entre l'EPTB et le Syndicat en termes de suivi et d'entretien des dispositifs.

La convention proposée, telle qu'annexée, prendra effet à compter de la date de signature, jusqu'au terme de la durée de l'autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public fluvial accordée au Syndicat pour cette prise d'eau. Elle n'aura pas d'incidence financière.

Vu le code de l'environnement, en particulier les articles L.214-7 et L.216-7,

Vu l'arrêté préfectoral n°95-R-909 en date du 24 novembre 1995 autorisant les travaux d'aménagement pour la construction du seuil de Lescar sur le gave de Pau par l'EPTB,

Vu l'arrêté préfectoral n°97-R-352 en date du 28 avril 1997 autorisant l'occupation temporaire du domaine public fluvial par le seuil de Lescar au bénéfice de l'EPTB pour une durée de 30 ans,

Vu l'arrêté préfectoral n°16-32 en date du 24 août 2016 prescrivant au Syndicat la réalisation d'une prise d'eau continue sur le gave de Pau,

Considérant que l'EPTB déclare être gestionnaire du seuil de Lescar et de ses équipements, sur le gave de Pau dans le département des Pyrénées-Atlantiques,

Considérant que l'EPTB a l'obligation de maintenir en état de fonctionnement le dispositif de franchissement piscicole et à embarcations du seuil de Lescar,

Considérant que le Syndicat a l'obligation de maintenir en état de fonctionnement la prise d'eau du seuil de Lescar,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la convention entre l'Institution Adour et le syndicat mixte d'eau et d'assainissement Gave et Baïse pour l'autorisation d'installation d'une prise d'eau en continu sur la passe mixte du seuil de Lescar sur le gave de Pau, telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 04 décembre 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 09/12/2024

Reçu en préfecture le 09/12/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20241204-241204H2141H1-DE



CONVENTION

**Convention d'autorisation d'installation d'une prise d'eau en continu
sur la passe mixte du seuil de Lescar sur le gave de Pau**

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex, et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°AAA_X_NN en date du 4 décembre 2024,
ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

Le syndicat mixte d'eau et d'assainissement Gave et Baise, domicilié au 3 route de Pau - 64360 Tarsacq, représentée par son président, Jean-Pierre Cazalère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°XXX en date du jj mmmm aaaa,
ci-après dénommé : le Syndicat

Préambule

Dans le cadre de la mise en place d'une station de surveillance de la qualité du gave de Pau, en amont de ses captages destinés à la production d'eau potable, le Syndicat doit installer une prise d'eau sur le seuil de Lescar (ROE31971) appartenant à l'EPTB.

Cette prise d'eau doit être installée de telle manière à, d'une part, garantir son bon fonctionnement dans le temps et, d'autre part, à ne pas impacter le fonctionnement du dispositif de franchissement piscicole et d'embarcations dit « passe mixte » du seuil sous la gestion de l'EPTB.

Le bon fonctionnement du dispositif de franchissement, ainsi que de la prise d'eau, sous la gestion du Syndicat, nécessite un suivi régulier et des interventions d'entretien.

La présente convention indique les modalités d'autorisation préalables à l'installation de la prise d'eau du Syndicat sur le seuil ainsi que la répartition des rôles entre l'EPTB et le Syndicat en termes de suivi et d'entretien des dispositifs.

Vu le code de l'environnement, en particulier les articles L.214-7 et L.216-7,

Vu l'arrêté préfectoral n°95-R-909 en date du 24 novembre 1995 autorisant les travaux d'aménagement pour la construction du seuil de Lescar sur le gave de Pau par l'EPTB,

Vu l'arrêté préfectoral n°97-R-352 en date du 28 avril 1997 autorisant l'occupation temporaire du domaine public fluvial par le seuil de Lescar au bénéfice de l'EPTB pour une durée de 30 ans,

Vu l'arrêté préfectoral n°16-32 en date du 24 août 2016 prescrivant au Syndicat la réalisation d'une prise d'eau continue sur le gave de Pau,

Vu l'arrêté préfectoral n°XXXXXXXXX en date du XXXXXXXXXXXXXXXX autorisant l'occupation temporaire du domaine public fluvial par la prise d'eau au bénéfice du syndicat pour une durée de XX ans,

Vu la délibération n°AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'EPTB autorisant l'installation de la prise d'eau continue par le Syndicat sur le seuil de Lescar, approuvant les termes de la présente convention et autorisant le président à la signer,

Vu la délibération n°XX en date du jj mmmm aaaa du Syndicat approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant que l'EPTB déclare être gestionnaire du seuil de Lescar et de ses équipements sur le gave de Pau dans le département des Pyrénées-Atlantiques,





Considérant que l'EPTB a l'obligation de maintenir en état de fonctionnement le dispositif de franchissement piscicole et à embarcations du seuil de Lescar,

Considérant que le Syndicat a l'obligation de maintenir en état de fonctionnement la prise d'eau du seuil de Lescar,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'installation et d'entretien de la prise d'eau continue par le Syndicat sur la passe mixte du seuil de Lescar (ROE31971) sur le gave de Pau.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature, jusqu'au terme de la durée de l'autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public fluvial accordée au Syndicat pour cette prise d'eau. Elle sera tacitement reconduite sous réserve de renouvellement de l'AOT de la prise d'eau au bénéfice du Syndicat.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de trois (3) mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le seuil de Lescar est situé sur le gave de Pau à la limite des commune d'Artiguelouve et de Lescar dans le département des Pyrénées-Atlantiques. La passe mixte permettant le franchissement des poissons migrateurs et des embarcations est implantée en rive droite sur la commune de Lescar.

Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Engagements de l'EPTB

L'EPTB maintient un suivi mensuel de la passe mixte du seuil de Lescar ainsi qu'un suivi après chaque événement hydraulique du gave de Pau pour prévenir tout dysfonctionnement de la passe mixte.

En cas de constat d'accumulation de débris sur la prise d'eau, l'EPTB devra prévenir sans délai le Syndicat. Dans la mesure du possible, l'EPTB prendra des photographies des équipements concernés par les embâcles et les transmettra par mail au Syndicat.

En cas d'accumulation de débris dans la passe mixte sans lien avec la prise d'eau, l'EPTB devra réaliser ou faire réaliser le nettoyage et l'enlèvement de ces débris à sa charge.

La personne référente pour l'EPTB est :

- Andries Bigot - 06 73 52 39 66 - andries.bigot@institution-adour.fr

4.2. Engagements du Syndicat

La prise d'eau en continu du Syndicat doit être installée à l'intérieur de la passe mixte à l'aval immédiat de l'épi amont. Elle sera installée à une distance maximale de 5 mètres de la berge rive droite.

Elle sera constituée des éléments suivants :

- une pompe de type immergée, avec sa crépine et une jupe de refroidissement intégrée, protégée par un fourreau en inox. Débit nominal au point de fonctionnement : 6 m³/h,
- un système de nettoyage continu de la crépine par retour d'une partie du débit,
- une canalisation inox Ø 50 mm.





La canalisation inox sera fixée sur la digue existante, côté aval. Si nécessaire, une poutrelle en béton réalisée contre l'épi, en aval de celui-ci, serait ajoutée pour constituer un support de fixation de la conduite. Seule la partie terminale de la canalisation, la pompe et la crépine, seront immergées. La crépine sera positionnée à une cote inférieure au niveau d'étiage sévère.

Sur le plan administratif, le Syndicat doit réaliser à sa charge l'ensemble des démarches auprès des services de l'État visant l'obtention d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial et d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Le Syndicat ou son délégataire devra réaliser un suivi régulier de la prise d'eau à une fréquence mensuelle, ainsi qu'un suivi après chaque événement hydraulique du gave de Pau. Ce suivi permettra de prévenir l'accumulation de débris susceptibles d'entraîner un dysfonctionnement de la prise d'eau et de la passe mixte.

En cas d'accumulation de débris sur la prise d'eau ou dans la passe mixte en lien avec la prise d'eau, le Syndicat ou son délégataire sera tenu de réaliser ou de faire réaliser le nettoyage et l'enlèvement de ces débris à ses frais, dans un délai ne dépassant pas dix (10) jours ouvrés.

En cas de constat de dysfonctionnement de la passe mixte, le Syndicat devra prévenir sans délai l'EPTB. Dans la mesure du possible, le Syndicat prendra des photographies des équipements concernés par les embâcles et les transmettra par mail à l'EPTB.

La personne référente pour le Syndicat est :

- Mme DELMAS Sabine - 05 59 60 70 96 - 06 13 31 02 58- s.delmas@gave-baise.fr

Article 5. Obligations et droits

Le Syndicat ou son délégataire s'oblige à s'abstenir de tout fait de nature à nuire à la conservation du seuil et de la passe mixte.

Le Syndicat ou son délégataire est réputé connaître les lieux et déclare que ses agents susceptibles de mener les interventions se sont rendus personnellement compte de leur situation exacte, de l'importance, de la nature des tâches à effectuer et de toutes les difficultés pouvant résulter de leur exécution dont, en particulier, les risques associés au cheminement sur les ouvrages

La présente convention donne droit au Syndicat ou à son délégataire d'accéder au seuil et à la passe mixte pour procéder aux suivis.

La prise d'eau visée par la convention ne peut être affectée à une destination autre que celle de l'alimentation de la station de surveillance de la qualité du gave de Pau gérée par le Syndicat. Toute modification dans sa conception doit être soumise à validation de l'EPTB.

Article 6. Engagement financier des parties

Toutes les interventions réalisées dans le cadre de la présente convention le seront à titre gracieux.

Article 7. Assurances

Le Syndicat atteste sur l'honneur qu'il est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches liées à l'exécution de la présente convention.

Le Syndicat ne pourra être tenu responsable en cas d'accident qui surviendrait sur les lieux de ses interventions à des personnes extérieures à ses services.

L'EPTB ne peut être tenu responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 8. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.





Article 9. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où le Syndicat n'assurerait plus tout ou partie de ses engagements tels que définis à l'article 4, avec un préavis d'un (1) mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- le Syndicat, si ce dernier ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'il en aurait délibéré, avec un préavis d'un (1) mois.

Article 10. Remise en état des lieux

En cas de résiliation de la convention, le syndicat doit remettre le site en état en retirant l'ensemble des équipements installés pour la mise en place de la prise d'eau dans un délai de six (6) mois.

Article 11. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 12. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

À Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Jean-Pierre Cazalère
Président du Syndicat mixte d'eau et
d'assainissement Gave et Baïse

